

**RECUEIL SYSTÉMATIQUE
DE JURISPRUDENCE COMMENTÉE**

sous la direction des professeurs
MARIO ROTONDI et RENÉ RODIÈRE

5

**LA RESPONSABILITÉ DÉLICTUELLE
DANS LA JURISPRUDENCE**

René RODIÈRE

LIBRAIRIES TECHNIQUES

**RECUEIL SYSTÉMATIQUE
DE JURISPRUDENCE COMMENTÉE**

sous la direction des professeurs
Mario ROTONDI et René RODIÈRE

5

**LA RESPONSABILITÉ DÉLICTUELLE
DANS LA JURISPRUDENCE**

sous la direction et avec une préface de

René RODIÈRE

Professeur à l'Université de droit, d'économie et de sciences sociales de Paris
Directeur de l'Institut de droit comparé de Paris

avec la collaboration de :

Brigitte BABLET, Annette CHEMEL, Hélène COURTOIS, Janie ECKERT, Régis FOUQUES-DUPARC,
Claude FOURNIER, Thierry SCHMITZ, Christine SOUCHON, Micheline VAN CAMELBEKE,
Assistants à l'Institut de droit comparé de Paris.

Dr 321 (2)
5143



LIBRAIRIES TECHNIQUES

Libraire de la Cour de cassation
27, place Dauphine - Paris-1^{er}

ABREVIATIONS

<i>Bull. civ.</i>	Bulletin des arrêts de la Cour de cassation (Chambre civile).
<i>Bull. crim.</i>	Bulletin des arrêts de la Cour de cassation (Chambre criminelle).
<i>Bull. transp.</i>	Bulletin des transports.
<i>Clunet</i>	Journal de droit international.
<i>D.</i>	Dalloz.
<i>D.A.</i>	Dalloz analytique.
<i>D.C.</i>	Dalloz critique.
<i>D.H.</i>	Dalloz hebdomadaire.
<i>Dr. mar. fr.</i>	Droit maritime français.
<i>D.P.</i>	Dalloz périodique.
<i>Gaz. Pal.</i>	Gazette du Palais.
<i>Gaz. trib.</i>	Gazette des tribunaux.
<i>J.C.P.</i>	Juris-classeurs périodiques, « La semaine juridique ».
<i>Rec. Lebon</i>	Recueil des arrêts du Conseil d'Etat ou Recueil Lebon.
<i>Mon. jud. Lyon</i>	Moniteur judiciaire de Lyon.
<i>Rec. pér. ass.</i>	Recueil périodique assurances.
<i>Rev. fr. dr. aérien</i>	Revue française de droit aérien.
<i>Rev. gén. ass. terr.</i>	Revue générale des assurances terrestres.
<i>Rev. jur. Als. Lor.</i>	Revue juridique Alsace et Lorraine.
<i>Rev. trim. dr. civ.</i>	Revue trimestrielle de droit civil.
<i>Rev. trim. dr. com.</i>	Revue trimestrielle de droit commercial.
<i>S.</i>	Sirey.

TABLE DES MATIERES

	Pages
AVANT-PROPOS	XV
<p>CHAPITRE I</p> <p>LA RESPONSABILITE DU FAIT PERSONNEL</p> <p>par Janie ECKERT et Régis FOUQUES-DUPARC</p>	
1. - Introduction	1
2. - La faute, condition de la responsabilité	3
3. - Les éléments de la faute	4
4. - Les diverses catégories de faute : classification	11
5. - La faute par commission	11
a) Violation d'un texte	11
1) Violation de la loi	11
2) Violation d'un règlement	15
3) Violation de l'obligation générale de prudence et de diligence ..	17
b) Violation d'un usage	19
c) Conduite fautive	20
6. - La faute par omission	22
a) Omission dans l'action	23
b) Inexécution d'une obligation légale d'agir	23
c) Omission en l'absence de toute obligation légale d'agir	24
7. - L'abus de droit	25
a) d'ester en justice	26
1) En matière d'actions en justice	26
2) En matière d'exercice des voies de recours	26
3) En matière de voies d'exécution	26
b) de majorité dans les sociétés	27
c) en matière de contrat	32
d) dans l'exercice de droits non patrimoniaux	35
e) en matière de droit de propriété	41
8. - Les troubles du voisinage	43
9. - Les faits justificatifs	49
a) L'ordre de la loi ou le commandement de l'autorité légitime	49
b) La légitime défense	50
c) L'état de nécessité	53
10. - La preuve de la faute	55

	Pages
11. - Le lien de causalité entre la faute et le dommage : condition de la responsabilité	56
12. - Définition de la causalité	59
a) Equivalence des conditions	60
b) Causalité adéquate	61
13. - Pluralité de causes	62
a) Selon la première tendance, la causalité ne se fractionne pas	63
b) Selon la seconde tendance, la causalité se laisse fractionner	64
14. - Fait de la victime et faute du défendeur	64
a) Le fait fautif non intentionnel de la victime	64
b) Le fait non fautif de la victime	66
15. - Force majeure et fait du défendeur	69
16. - La participation de plusieurs auteurs au dommage	70
17. - Preuve de la causalité	72
18. - Le contrôle de la Cour de cassation sur la faute	76
19. - Le contrôle de la Cour de cassation sur le lien de causalité	79

CHAPITRE II

LA RESPONSABILITE DU FAIT D'AUTRUI
par Micheline VAN CAMELBEKE

20. - Nécessité d'un texte	81
21. - Cumul des responsabilités ?	83
22. - La responsabilité des père et mère du fait de leurs enfants mineurs. Plan	85
23. - Personnes responsables	85
a) Garde juridique de l'enfant	85
b) Garde matérielle	88
24. - Conditions concernant l'enfant	89
a) Son état	89
b) Sa résidence	90
25. - Nécessité d'une faute de l'enfant ?	93
a) La jurisprudence classique : faute de l'enfant	93
b) L'enfant dément ou trop jeune	94
c) L'enfant gardien	95
d) Autres cas	96
26. - La présomption de faute des parents	99
27. - Portée de la présomption	102

	Pages
a) Preuve de l'éducation normale et de la surveillance diligente de leurs enfants	102
b) Appréciation de la qualité de l'éducation et de la surveillance	103
28. - La responsabilité de l'artisan du fait de son apprenti. Plan	107
29. - Conditions de la responsabilité	108
30. - Portée de la présomption	109

SECTION IV - LA RESPONSABILITE DES MAITRES ET COMMETTANTS
DU FAIT DE LEURS DOMESTIQUES OU PREPOSES

31. - Plan	111
32. - Notions de commettant et de préposé	112
a) Rapport autorité — subordination	112
b) Contrat de base ?	113
c) Choix du préposé ?	114
d) Subordination économique et subordination juridique	115
e) Applications	116
33. - Nécessité d'une faute du préposé ?	118
a) La faute du préposé	118
b) Fait dommageable du préposé dément	119
c) Le préposé peut-il être gardien ?	120
34. - Exercice des fonctions	121
a) Abus de fonctions du préposé : hésitations de la jurisprudence	121
b) Unanimité de la jurisprudence, lorsque la victime savait que le préposé agissait en dehors de ses fonctions	129
35. - L'action de la victime	129
36. - Indépendance des responsabilités du commettant et du préposé	131
37. - Portée de la responsabilité du commettant	133
38. - Recours du commettant contre le préposé	134

CHAPITRE III

LA RESPONSABILITE DU FAIT DES CHOSES

par Annette CHEMEL
et Thierry SCHMITZ

39. - Introduction	137
40. - Evolution jurisprudentielle sur la construction de la responsabilité de l'article 1384 (al. 1). Fondement	138
a) 1 ^{re} étape : nécessité d'un vice	138
b) 2 ^e étape : présomption contre le propriétaire	139
c) 3 ^e étape : présomption de faute	140

	Pages
d) 4 ^e étape : présomption de responsabilité	141
e) 5 ^e étape : présomption de plein droit	142
41. - Domaine de l'article 1384 al. 1. Les choses	144
a) Le principe	144
b) Distinctions rejetées par la jurisprudence	144
1) Entre meubles et immeubles	144
2) Entre choses dangereuses et non dangereuses	146
3) Entre choses inertes et choses en mouvement	146
c) Choses échappant à l'application de l'article 1384 al. 1 : le corps humain	148
42. - Les dommages	149
a) Le principe	149
b) Les exceptions	149
1) Dommages causés par les navires, les bateaux de rivière, aéro-	
nefs, téléphériques	149
2) Dommages causés par l'incendie	149
3) Dommages dus à la ruine ou au défaut d'entretien d'un bâtiment	149
43. - Le fait de la chose	149
a) Participation à la chose au dommage	149
b) Peut-il y avoir participation sans heurt matériel ?	150
44. - Fait de l'homme et fait de la chose	153
45. - Participation active ou causale de la chose	154
46. - Preuve du fait de la chose	156
a) Dommage sans contact matériel	157
b) Dommage avec contact matériel	158
1) Choses inertes	158
2) Choses en mouvement	160
47. - Pluralité de choses participant à la production du dommage	161
48. - Entre quelles personnes la responsabilité de l'article 1384 (al. 1) peut-elle opérer ? Personnes assujetties : le gardien	162
49. - Le gardien doit-il être conscient ?	165
50. - Pluralité de gardiens ?	166
51. - Le préposé	168
52. - Le propriétaire est-il présumé gardien ?	169
53. - Le transfert de la garde	170
54. - Le transfert de la garde en cas de vol	176
55. - Les personnes bénéficiaires : le principe	176
56. - Le passager bénévolement transporté	176
a) Jurisprudence antérieure à 1968	176
b) Arrêts de la chambre mixte du 20 décembre 1968	177
57. - Les faits libératoires pour le gardien. Le principe	180

	Pages
58. - Cas forfuit ou force majeure	180
a) Événement d'origine externe	180
b) Inconscience du gardien	182
c) Effets de la force majeure	184
d) Concours de la force majeure et du fait du gardien	185
59. - Fait fautif de la victime	190
60. - Fait non fautif de la victime	192
61. - Fait des tiers	194

CHAPITRE IV

LA RESPONSABILITÉ DU FAIT DES ANIMAUX
par Brigitte BABLET

62. - Introduction	199
63. - Domaine de l'article 1385. Animaux visés	199
64. - Le fait de l'animal	203
65. - Fait de l'animal et fait de l'homme	207
66. - Fait de l'animal et fait de la chose	208
67. - Preuve du fait de l'animal	211
68. - Pluralité d'animaux	211
69. - Les bénéficiaires	213
a) Le préposé à la garde de l'animal	213
b) L'individu bénévolement intervenu pour maîtriser l'animal	214
c) Le transporté bénévolement	215
70. - Détermination du gardien. Le principe	216
a) Caractère alternatif de la responsabilité	216
b) Le propriétaire	217
71. - Définition du gardien	219
a) 1 ^e étape : interprétation restrictive	219
b) 2 ^e étape : extension de l'interprétation	219
c) 3 ^e étape : rapprochement avec le gardien d'une chose	220
72. - Garde et détention matérielle	222
73. - Transfert de la garde	224
a) Dans la vente	224
b) Professionnel en présence du propriétaire	225
c) Éléments de fait	225
74. - Animal confié à un tiers	227

	Pages
75. - Perte de la garde	228
a) Vol de l'animal	228
b) Abandon de l'animal	228
76. - Evolution jurisprudentielle sur la construction de l'article 1385. Fondement et portée	230
a) 1 ^{re} étape : présomption de faute combattue par la preuve de l'absence de faute	230
b) 2 ^e étape : présomption de faute cédant devant la preuve soit d'un cas forfuit, soit d'une faute de la partie lésée	230
c) 3 ^e étape : présomption de responsabilité	231
d) 4 ^e étape : responsabilité de plein droit	232
77. - Les faits libératoires pour le gardien. Force majeure	233
78. - Fait fautif de la victime	234
79. - Fait non fautif de la victime	237
80. - Fait du tiers	239

CHAPITRE V

LA RESPONSABILITE DU FAIT DES BATIMENTS

par Brigitte BABLET

81. - Introduction	243
82. - Domaine de l'article 1386. Les bâtiments	243
a) Construction de l'homme	245
b) Construction immobilière durable	247
c) Non-affectation du bâtiment	247
d) Immeubles par nature et par destination	250
83. - La ruine du bâtiment	251
a) Définition	251
b) Ruine partielle	251
c) Ruine partielle et ruine totale	252
84. - Le jeu de l'article 1386. La preuve requise de la victime	253
a) Conditions de la preuve	253
b) Rôle du juge	254
c) Origine de la ruine	254
85. - Non cumul des articles 1386 et 1384 (al. 1)	256
86. - Désignation de la personne responsable : le propriétaire	257
a) Garde de l'immeuble	257
b) Location de l'immeuble	259
c) Vente de l'immeuble	261

	Pages
87. - Fondement de la responsabilité du propriétaire	262
88. - Force de la présomption. Preuve contraire	262
a) Responsabilité de plein droit	264
b) Force majeure, fait de la victime	264
1) Force majeure	267
2) Fait de la victime	267

CHAPITRE VI

LE DOMMAGE
par Christine SOUCHON

89. - Principe de la nécessité d'un dommage	271
90. - Conditions requises pour que le dommage existe	272
a) Caractère direct du dommage	273
b) Caractère actuel du dommage	273
c) Caractère certain du dommage	274
91. - La perte d'une chance constitue-t-elle un dommage réparable ?	275
92. - Le dommage doit-il consister en la lésion d'un intérêt légitime juridiquement protégé ?	276
a) Jurisprudence de la chambre civile	277
b) Jurisprudence de la chambre criminelle	278
c) Arrêt de la chambre mixte du 27 février 1970	281
93. - Licéité du dommage	282
94. - Nature des dommages réparables : dommage matériel et dommage moral	283
a) Admission du principe de la réparation du dommage moral	283
b) Diverses variétés de dommage moral	284
95. - Dommage matériel né du décès ou des blessures d'un tiers	284
a) Exigence d'un lien d'ordre alimentaire	285
b) Abandon de l'exigence du lien d'ordre alimentaire	287
96. - Dommage moral né de la mort ou des blessures d'un tiers : le préjudice d'affection	287
a) Exigence d'un lien de parenté ou d'alliance, puis abandon de cette exigence	288
b) Le préjudice d'affection est-il réparable en cas de survie de la victime directe ?	290
97. - Réparation du préjudice d'affection devant la juridiction administrative. 293	293

CHAPITRE VII

LA REPARATION
par Hélène COURTOIS

98. - Introduction	295
99. - Le droit à réparation. Principe de la réparable intégrale	296

	Pages
a) Réparation symbolique du préjudice	296
b) Circonstances extérieures au dommage	298
100. - Corollaire : Indifférence du degré de gravité de la faute	298
101. - Modification conventionnelle de la responsabilité et de la réparation	300
102. - Date de naissance du droit à réparation et conséquences du choix de cette date	302
a) Solution jurisprudentielle	302
b) Conséquences de la naissance du droit au jour du dommage	304
103. - Cumul de l'indemnité due par le tiers responsable et des indemnités d'organismes débiteurs	304
a) Cumul des indemnités	305
b) Cumul des indemnités et de l'assurance	307
c) Cumul des indemnités et organismes débiteurs de prestations	308
104. - Remboursement par le tiers responsable des prestations versées par les organismes débiteurs	309
a) Prestations remboursées	309
b) Montant du remboursement	311
105. - Modes de réparation. Formes possibles de réparation	311
106. - Réparation en nature	313
107. - Réparation en équivalent pécuniaire	314
108. - Dommages-intérêts sous forme de capital	317
109. - Dommages-intérêts sous forme de rente	319
110. - Etendue de la réparation. Pouvoir du juge dans l'appréciation des indemnités réparatrices	325
111. - Date à laquelle il convient de se placer pour apprécier le dommage et le montant de l'indemnité	327
112. - Evaluation des dommages-intérêts : en cas de préjudice corporel	329
113. - Evaluation des dommages-intérêts : en cas de préjudice matériel	332
a) Déduction du neuf au vieux	332
b) Valeur de remplacement	333
114. - Révision des dommages-intérêts : amélioration de l'état de la victime	336
a) Indemnisation sous forme de capital	336
b) Indemnisation sous forme de rente	337
115. - Evaluation des dommages-intérêts : en cas d'aggravation du préjudice	341
116. - Révision de la quittance transactionnelle	343
a) Erreur sur la gravité du préjudice	343
b) Erreur sur la nature du préjudice	343
117. - Nature de l'indemnité provisionnelle	345
118. - Paiement de l'indemnité. Personnes tenues à réparation	346

	Pages
119. - Pluralité d'auteurs du dommage	346
120. - Les intérêts de l'indemnité	348
a) Les dommages — intérêts moratoires	349
b) Les dommages — intérêts compensatoires	350
121. - Exécution : les garanties de la victime	350
122. - Les conventions relatives au règlement des indemnités	351

CHAPITRE VIII

L'ACTION EN RESPONSABILITÉ CIVILE

par Régis FOUQUES-DUPARC
et Claude FOURNIER

123. - Introduction	353
124. - Les parties à l'action en responsabilité civile. Problèmes posés	353
125. - Héritiers et proches du défunt	353
a) Transmission active de la créance héréditaire	354
b) Transmission passive de l'action en responsabilité contre les héritiers	357
c) Action personnelle des proches du défunt	357
126. - Personnes morales demanderesse	358
a) Action des associations	358
b) Action des syndicats	361
127. - Personnes morales défenderesses	363
128. - Durée de la prescription	363
129. - Effet de la liaison de l'action publique et de l'action civile	364
130. - Point de départ de la prescription	373
131. - Interruption et suspension de la prescription	375
132. - Caractères de la prescription	375
133. - L'autorité de la chose jugée au civil sur le civil	377
134. - Autorité de la chose jugée au pénal sur le civil	379
a) Caractère absolu	379
b) Caractère d'ordre privé	381
135. - Portée de l'autorité de la chose jugée au pénal sur l'action en responsabilité civile	387
a) En cas de condamnation	387
b) En cas d'acquiescement	387
136. - Compétence d'attribution : principes	391
a) Responsabilité des instituteurs : loi du 5 avril 1937	391

XIV

LA RESPONSABILITÉ DÉLICTUELLE

	Pages
b) Dommages causés par les véhicules : loi du 31 décembre 1957	395
1) Notion de véhicule	395
2) Le fait de l'agent	401
3) Cas particulier de l'accident survenu au cours de l'exécution d'un travail public	403
4) Cas particulier de l'agent public victime de l'accident	404
5) Tribunal compétent	410
137. - Influence sur la compétence de la nature délictueuse du fait dommageable	412
a) L'option de la victime entre le tribunal civil et le tribunal répressif ..	412
b) Sursis au jugement de l'action civile	419
138. - Compétence territoriale	421
TABLE CHRONOLOGIQUE DES DÉCISIONS	423
INDEX ALPHABÉTIQUE	429

A l'exemple de la **Raccolta sistematica de giurisprudenza commentata** pour la jurisprudence italienne, le **Recueil systématique de jurisprudence commentée** rassemble, à l'intention principalement des étudiants des Facultés de droit en complément indispensable de leurs cours théoriques, un choix de décisions des juridictions françaises — essentiellement la Cour de cassation.

Chaque volume se présente comme un exposé systématique de la question traitée, dans lequel les textes de décisions (*in extenso* ou dans leur principale partie) s'insèrent à titre d'illustration d'un texte de liaison de caractère théorique.

Ni anthologie de textes, ni recueil de « grands arrêts » ou de sommaires, ces volumes s'apparentent plutôt aux « case-books » américains, qui constituent dans la pratique didactique anglo-saxonne les manuels de travail des étudiants.

Mais ils seront aussi utiles aux praticiens, surtout dans des domaines où l'apport et l'élaboration de la jurisprudence sont particulièrement importants : la large expérience de la série italienne l'a confirmé.